

Magazine de l'intégration

GRAND ANGLE • Accompagner les familles immigrées dans le canton de Genève

REPORTAGE • Les projets professionnels des personnes issues de l'asile

DÉCRYPTAGE • L'apprentissage du français, un pilier de l'intégration

PORTRAIT • Nadiia Olarean et Luba Bondarenko, fondatrices d'*Ukraine reborn*



Soutenir les familles migrantes, une nécessité sociale

Dans un contexte général de solitude parentale, les parents migrants vivent une situation de vulnérabilité accrue pour l'éducation de leurs enfants. Malgré de nombreuses politiques dans le domaine, une véritable culture de soutien à la parentalité reste à implanter dans le canton de Genève.

Il est de plus en plus difficile d'exercer le « métier » de parents. Dans les sociétés occidentales, les difficultés et la complexité de la vie quotidienne rendent les parents (ou le parent) de plus en plus seuls et parfois démunis, quelle que soit leur condition sociale. Que dire alors des personnes migrantes, lorsqu'elles arrivent avec un ou plusieurs enfants dans un pays d'accueil dont elles ne connaissent ni les règles sociales, ni la langue, et dont elles doivent comprendre les rouages du système scolaire ?

Un enjeu dès l'enfance

Les migrations ont évolué. Elles demandent aux sociétés d'accueil de s'adapter. Autrefois constituée de personnes venues seules pour trouver du travail, l'immigration s'élargit désormais, dans certains cas, aux membres proches de la famille via le regroupement familial. Les premières années de vie sont déterminantes pour la santé développementale des enfants. En effet, c'est entre 0 et 4 ans qu'ils acquièrent les bases qui vont conditionner toute leur existence. Pour tirer le meilleur parti de ces premières années et valoriser leur potentiel inné, les enfants ont besoin d'un environnement à la fois sécurisant et stimulant, tant sur le plan affectif qu'environnemental. Dès lors, que se passe-t-il lorsqu'un jeune enfant a subi des traumatismes, comme c'est parfois le cas chez les personnes qui ont vécu un parcours migratoire éprouvant ? La relation parentale peut s'en trouver meurtrie et le développement de l'enfant affecté, avec des conséquences durables pour son parcours d'éducation. Dès lors, des inégalités se dessinent précocement.

Plus tard, la transition entre âge préscolaire et scolaire peut se dérouler avec difficulté et des écarts peuvent se révéler entre les élèves dès l'entrée à l'école. Après avoir longtemps ignoré les difficultés auxquelles certains enfants migrants font face à leur arrivée, des recherches récentes montrent que cette population, notamment parmi les personnes primo-arrivantes, souffre davantage de problèmes de santé mentale et d'éducation. Les enfants de ces familles migrantes ont plus de risques que les autres enfants de rencontrer diverses difficultés qui affectent leurs performances scolaires et mettent à mal leur intégration. En conséquence, les enfants allophones ont moins de chances d'accéder à certaines filières du cycle d'orientation et font face à un risque plus élevé de décrochage scolaire au secondaire II. Ce phénomène est particulièrement présent chez les élèves allophones arrivés dans le canton de Genève après le début de leur scolarité.

L'Agenda Intégration Suisse (AIS), c'est quoi ?

Il s'agit du programme national pour renforcer l'intégration sociale et professionnelle des personnes réfugiées en Suisse. Il est piloté par le bureau de l'intégration et de la citoyenneté (BIC) dans le canton de Genève. Dès l'arrivée sur le territoire cantonal, les personnes bénéficient de mesures en fonction de leur âge et de leurs besoins, dans le cadre d'un accompagnement individualisé. Ces mesures sont multiples : ateliers en langue d'origine pour informer efficacement à l'arrivée, cours de français (voir p. 9), bilans de compétences, mise en place d'un projet de formation, d'études ou d'un projet professionnel (voir p. 6), stages d'insertion professionnelle, bilans scolaires, accompagnement scolaire et soutien à la parentalité en langue d'origine (voir p. 3), etc. Ces mesures ont pour but d'amener les personnes à une autonomie sociale et financière durable.

Une culture de soutien à la parentalité

Face à cette situation, les institutions cherchent à offrir aux enfants migrants les mêmes chances de réussite qu'aux enfants de la population générale. Pour ce faire, avec l'appui d'un haut niveau d'expertise, Genève a mis en place de nombreux dispositifs dans les domaines de l'éducation, de la santé et du social. Une multitude d'actions sont menées au niveau des institutions cantonales, communales et des associations. Les familles éprouvent cependant encore des difficultés à trouver des réponses adéquates et se voient parfois ballottées d'un service à un autre. Elles doivent alors recommencer à justifier leur requête en revenant sur leur histoire douloureuse et attendent trop longtemps pour obtenir les aides dont elles ont besoin. Malgré de bonnes intentions, il manque encore de la cohérence dans l'ensemble des organismes qui soutiennent les familles.

Ce dossier propose un coup de projecteur sur deux outils de soutien à la parentalité mis en œuvre dans le canton de Genève. Le premier sujet illustre l'Agenda Intégration et Médiation Éducative (AIME). Compris dans le catalogue des mesures de l'Agenda Intégration Suisse (AIS – voir encadré ci-dessous), ce dispositif propose un soutien parental à domicile aux familles migrantes qui bénéficient d'un permis F ou B réfugié acquis après le 1^{er} mai 2019. L'AIME est proposé aux personnes qui vivent des difficultés d'éducation particulières avec leurs enfants. Les parents approchés sont libres d'accepter ou non un tel accompagnement, qui est mené, le cas échéant, dans un esprit de co-construction entre personnes intervenantes et familles. L'autre outil que ce dossier présente est le Kit d'Accompagnement à la Parentalité (KAP), conçu au sein d'une structure d'accueil afin d'appuyer les équipes professionnelles qui interviennent auprès de familles migrantes. Utile dans de nombreuses situations de soutien, son déploiement pourrait contribuer à développer une réelle culture de soutien à la parentalité et du développement précoce dans le canton de Genève.

Les institutions cherchent à offrir aux enfants migrants les mêmes chances de réussite qu'aux enfants de la population générale.

« On nous a lancé une bouée de sauvetage »

Marquée par son parcours migratoire, la famille Al-Namry a bénéficié à Genève du soutien d'une éducatrice et d'une accompagnatrice familiale et scolaire en langue d'origine financé par l'Agenda Intégration Suisse (AIS). Une aide qui a permis aux parents d'entamer leur processus d'intégration et d'inscrire l'éducation de leurs enfants dans leur société d'accueil.

Dans leur appartement de quatre pièces situé dans le quartier de la Servette, la famille Al-Namry est réunie presque au complet. Nawar, le dernier né, passe de bras en bras sous les yeux de sa grand-mère. Et tandis que sa mère Elsa prépare une délicieuse limonade maison avec de la menthe fraîche et du citron pressé, le père Khaled exprime les raisons pour lesquelles ils ont accepté de nous recevoir : « *Nous sommes contents de pouvoir exprimer notre reconnaissance à la Suisse pour son accueil* » dit-il d'une voix claire. « *Pour nous, c'est un minimum de collaborer* ». Arrivés à Genève en 2022 avec leurs fils de 3 et 13 ans, ils ont reçu le soutien de l'AIS (voir encadré p. 2) et du projet Agenda Intégration et Médiation Éducative (AIME) : « *Ce soutien a été une bouée de sauvetage* » dira plus tard la mère. « *J'étais comme perdue dans une forêt sombre et ce projet est venu nous prendre par la main* ».

Une confiance à reconstruire

Autour de la table basse du salon se trouvent aussi Florence Pellet, éducatrice de la Fondation officielle pour la jeunesse (FOJ) et Soha Bechara, accompagnatrice familiale et scolaire (AFS). Médiatrice inter-culturelle, elle traduit les propos entre arabe et français tout en faisant le pont entre les référents culturels de la famille et ceux de la société genevoise. Elles ont accompagné conjointement la famille pendant près d'un an : « *Ce sont des personnes très compétentes, mais le parcours de migration avait enlevé leur confiance en elles en tant que parents* » souligne Florence. « *Ils étaient déboussolés*, ajoute Soha. *Dans leur pays, le père prenait toute la famille en charge. Ici, il ne peut plus remplir ce rôle. Ce n'est pas simple à vivre* ». En prenant appui sur la culture des parents tout en leur donnant des clés sur la société suisse, l'éducatrice et l'AFS ont ainsi mis en place des objectifs éducatifs : « *Lorsque nous sommes arrivés, nous n'avions aucun point de repère* » dit Khaled. *Nous avions besoin de comprendre où nous étions et ce qu'il fallait faire ou ne pas faire avec nos enfants* ».

« Lorsque nous sommes arrivés, nous n'avions aucun point de repère. »

La famille Al-Namry a longtemps vécu au Yémen. Là-bas, dans le contexte du conflit armé entre gouvernement et rebelles houthis, Khaled travaillait comme assistant en logistique pour des ONG occidentales. Menacé par des groupuscules islamistes à cause de cette collaboration, il se résout à quitter son pays avec sa famille, mais le gouvernement n'accepte aucun départ à l'étranger, sauf en cas de problème de santé impossible à soigner sur place. Leur deuxième fils étant atteint de leucémie, les Al-Namry se rendent au Caire, où il pourra être soigné. Là, ils demandent l'asile à l'Égypte, puis s'inscrivent sur la liste des requérants d'asile du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). Après huit mois d'attente, la famille reçoit enfin une réponse : l'organisation onusienne leur propose de se réfugier en Suisse.

Un endroit dont ils ne connaissent rien

« *Lorsqu'on nous a annoncé le pays qui pourrait nous accueillir, je suis restée figée pendant cinq minutes* », dit Elsa. Soucieux d'anticiper leur avenir, Khaled s'était auparavant informé sur plusieurs pays potentiels comme le Canada, l'Allemagne ou les USA, mais il n'avait « *jamais pensé à la Suisse* » dit-il encore marqué par cette surprise. Inquiet d'avoir une idée des lois de leur futur pays d'accueil, il tente de récolter des informations et se rend compte que la Suisse comprend trois langues nationales. Pourquoi leur a-t-on attribué un pays inconnu, compliqué, où de plus on ne parle pas anglais, la seule langue étrangère qu'il connaît ? « *Nous n'arrivions pas à croire que c'était réel* » dit Elsa, qui se remémore une angoisse intense. Après plusieurs mois, lorsque la famille Al-Namry arrive enfin en terre suisse, on l'envoie d'abord au centre fédéral d'enregistrement et de procédure de Vallorbe où les règles de vie sont très contraignantes et où il faut encore attendre de savoir quel canton va les accueillir. Au bout de deux semaines, le verdict tombe : ce sera Genève. Dont Elsa et Khaled ne connaissent absolument rien.



C'est donc une famille extrêmement fragilisée qui arrive à Thônex, au foyer de la Seymaz, au printemps 2022. C'est aussi une famille en deuil : malgré les soins reçus en Egypte, leur fils Islam est décédé sur le trajet de migration. A cette situation s'ajoutent encore les besoins spécifiques de leur deuxième fils, Abdelaziz, âgé de 13 ans. Chargés d'accueillir les familles, les assistants sociaux de l'Hospice général et les émissaires de l'AIS concevront rapidement un accompagnement pour le troisième enfant, Amr, âgé de 3 ans, mais le jeune adolescent restera hors cadre pendant quelque temps.

« Il n'existait pas encore de dispositif AIS pour les enfants qui ont des besoins spécifiques » dit Soha Bechara. De fait, le programme fédéral était alors structuré en deux domaines, l'AIS « Petite enfance », pour les enfants de 0 à 4 ans, et l'AIS « Scolaire », qui suit les élèves jusqu'à 18 ans. Après leur premier rendez-vous avec la famille, l'éducatrice et l'accompagnatrice alertent le bureau de l'intégration et de la citoyenneté (BIC) sur la situation d'Abdelaziz. Le bureau encourage alors la mise en place d'un nouveau dispositif qui corresponde à ses besoins - une initiative qui a abouti à la création d'un poste AIS au sein de l'office médico-pédagogique (OMP).

Des jeux, des sorties et des formulaires

Lorsqu'elles ont été mandatées pour suivre la famille Al-Namry, Florence Pellet et Soha Bechara ont d'abord reçu pour tâche d'accompagner l'éducation du garçon de 3 ans : « Amr consommait trop d'écrans, dit Florence. « Les parents croient souvent que leurs enfants apprennent l'anglais en regardant des vidéos, mais c'est faux », ajoute Soha. Elsa et Khaled avaient par ailleurs du mal à limiter l'utilisation du smartphone. L'un des premiers objectifs de l'accompagnement a donc consisté, en co-construction avec les parents, à définir un nouveau cadre éducatif. « Nous avons aussi aidé à inscrire Amr au jardin d'enfants, dit Florence, mais il n'a quasiment pas eu besoin de nous. Avec lui, nous avons surtout fait de la prévention ».

L'essentiel du soutien apporté par Soha et Florence a donc concerné le jeune adolescent de 13 ans. Abdelaziz avait besoin qu'on évalue ses compétences de lecture, de compréhension, d'écriture et de relation avant de savoir où l'inscrire : « Il pouvait apprendre à lire ou écrire et parvenait à restituer une histoire, mais il avait du mal à articuler », dit Soha. Toujours en duo, l'éducatrice et l'accompagnante ont organisé des activités en ludothèque et des sorties en maison de quartier ou en bibliothèque : « Nous avons beaucoup joué à des jeux qui permettent de travailler différents aspects du développement ». Elles ont aussi appris au jeune garçon à prendre le bus seul. Quant aux parents, elles leur ont prêté la main pour chercher des informations, identifier les institutions auxquelles s'adresser, remplir un formulaire ou comprendre les propos tenus lors des réunions parents-enseignants. Pendant huit mois, à raison d'une fois par semaine d'abord, puis de façon de plus en plus espacée, les deux femmes ont régulièrement consacré deux heures par rendez-vous, jusqu'au jour où, devenue autonome, la famille n'a plus eu besoin de leur aide.

Le parcours de migration avait enlevé aux parents leur confiance en tant qu'éducateurs.

Une oreille attentive

Il apparaît cependant qu'un tel soutien à la parentalité dépasse largement les questions pratiques, éducatives ou administratives. Dans le cadre des heures qui étaient attribuées à chaque enfant, Florence et Soha se sont montrées très disponibles. Et au-delà des réponses qu'elles pouvaient donner sur tel ou tel problème, elles ont aussi beaucoup offert une oreille attentive et affective : « Cet accompagnement nous a apporté un soutien psychique et social », dit Khaled, qui insiste sur l'importance cruciale de l'information « pour comprendre ce qu'il faut faire, mais aussi ne pas faire » dans un pays dont on ignore totalement les codes de comportement : « A 44 ans, j'avais l'impression d'être comme un bébé qui venait de naître » dit-il encore pour exprimer à la fois sa soif d'apprendre et son sentiment de dénuement face à la situation. Il est midi lorsqu'Abdelaziz arrive à l'appartement. Il revient de l'école. Un grand sourire aux lèvres, il vient spontanément offrir une poignée de main amicale. Il a maintenant 15 ans et l'air de se porter comme un charme.

Soha Bechara

Accompagnatrice familiale et scolaire (AFS) en langue et culture d'origine



Originaire du Liban, Soha Bechara vit depuis le début des années 2000 en Suisse, où elle a fondé une famille. En 2013, elle participe à Genève à la création de l'association Enseignement de la Langue Arabe Pour Enfants (ELAPE) qui œuvre pour enseigner la langue et la culture d'origine des personnes migrantes en langue arabe. Elle s'implique aussi pour faciliter l'intégration des familles arabophones à Genève. Ces engagements se sont ensuite concrétisés dans un programme au service des institutions. En 2019, Soha participe au projet mené par l'association L'Ecole D'ici et D'ailleurs (EDD) qui accompagne les enfants de familles immigrées durant le parcours scolaire. Une initiative du BIC et les prémisses du volet « scolaire » de l'AIS actuel (voir encadré p. 2).

Certifiée en interprétariat, Soha Bechara a toujours pratiqué la médiation interculturelle bénévolement. Le travail qu'elle effectue avec les familles dépasse largement la fonction de traductrice, à laquelle on associe les AFS : « Mon rôle dans les familles consiste aussi à leur expliquer le système scolaire, à les rassurer face aux nombreux documents qu'elles reçoivent, à enseigner une langue à l'enfant ou à l'aider pour ses devoirs de mathématiques ». Il lui arrive aussi de chercher dans quel club de sport tel enfant pourrait s'inscrire : « Les familles se tournent vers moi pour n'importe quel problème ». Une générosité à laquelle s'ajoute encore une grande disponibilité pour toute personne primo-arrivante dans le besoin.

Florence Pellet

Educatrice pour la Fondation officielle de la jeunesse (FOJ)



Après un premier diplôme d'éducatrice de la petite enfance à l'Ecole d'études sociales et pédagogiques de Lausanne, Florence Pellet a travaillé pendant plus de 30 ans aux Petits loups, un jardin d'enfants associatif à Genthod. Son travail d'éducatrice pour la FOJ, où elle suit une dizaine de familles dans le cadre du programme AIME, s'inscrit dans ce parcours de soutien aux familles. Cette grande curieuse y ajoute cependant une impressionnante palette d'outils récoltés au cours de plusieurs périodes d'études. « Je me suis toujours beaucoup formée », dit-elle avant de mentionner une formation de clown en milieu psycho-social, un Certificate of Advanced Studies (CAS) en médiation théâtrale à la Haute école de théâtre de Lausanne, un certificat de médiatrice professionnelle, une formation à l'institut de coaching (IDC) de Genève et une dernière dans le domaine de la thérapie narrative. « J'ai besoin de me nourrir de tout pour avoir la bonne posture » dit-elle pour expliquer cette multiplicité.

Également intervenante au Groupement intercommunal pour l'animation parascolaire (GIAP) et au Centre de formation continue de la HES-SO en tant que formatrice d'adulte, Florence Pellet dispose ainsi d'une palette de compétences très utiles lorsqu'elle accompagne les familles réfugiées : « La médiation professionnelle m'est très utile pour la posture d'écoute et de non-jugement. J'utilise aussi beaucoup les outils du coaching dans mes interventions ». Quant à la thérapie narrative, qui encourage à mettre ses expériences en récit, « elle permet de rendre du pouvoir aux personnes ».

Accompagner les familles immigrées dans le canton de Genève

Le KAP, un outil aux multiples bienfaits

Originellement utilisé au sein de la structure d'accueil de la Source Bleue, le KAP pourrait implémenter une réelle culture de soutien à la parentalité et du développement précoce dans le canton de Genève.

A première vue, on dirait un simple classeur. Quand on l'ouvre, on y trouve une série d'activités destinées à interagir avec l'enfant et favoriser son développement. Le Kit d'Accompagnement à la Parentalité (KAP) dépasse cependant de loin cette fonction de catalogue. Conçu pour appuyer les corps professionnels genevois issus de la santé, du social et de l'éducation qui interviennent auprès de familles en situation d'isolement et de précarité, son contenu a été pensé pour encourager le développement d'un enfant de façon multidimensionnelle. Il couvre la période de 0 à 6 ans, incluant la transition à la scolarité, afin de donner les moyens aux parents, notamment ceux issus de contextes vulnérables, de soutenir activement et de façon ludique leur jeune enfant dans cette période délicate. Suite à une première période d'utilisation très satisfaisante dans son lieu d'accueil ainsi que par quelques autres professionnels, l'idée de rendre cet outil accessible plus largement est envisagée. En 2023, il devient l'objet d'une « recherche-action » commandée par le bureau de l'intégration et de la citoyenneté (BIC) auprès de la Haute école de santé de Genève (HEdS). Fin 2024, les résultats de la recherche sont en voie de finalisation et prometteurs. Et si tout se passe comme prévu, le KAP pourrait devenir un outil utile à tous les corps professionnels genevois, ainsi qu'aux parents, qu'ils soient issus ou non de l'immigration.

L'outil KAP a vocation à être utilisé à domicile dans le but de soutenir le pouvoir d'agir des parents.

Soutenir et développer les compétences

Psychologue et responsable thérapeutique de la Source Bleue, une structure rattachée à l'office médico-pédagogique (OMP) du département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP), Teresa Pascual est la conceptrice de la première version du KAP. Elle décrit le contexte de sa création dans Initiale F, le magazine de la Fondation officielle de la jeunesse : « Les professionnel-le-s engagé-e-s dans un travail de soutien à la parentalité sont de plus en plus amené-e-s à compléter leur action, qu'elle soit éducative, thérapeutique ou sociale, par des suggestions d'activités pour le quotidien familial ». Déterminante pour l'avenir de l'enfant, la vie de tous les jours est « le terreau des interactions précoces, d'une ouverture à l'environnement, de routines sécurisantes ». Les personnes qui interviennent auprès des familles manquent cependant d'outils « clé en main ». Le KAP offre tant aux équipes professionnelles qu'aux familles une palette de propositions et de méthodes qui structurent des activités selon les objectifs que l'on se donne.

Élaborées avec des photos et des textes courts, la cinquantaine de pages qui constitue le KAP est structurée en trois sections. La première donne des éléments de compréhension sur les enjeux de l'éducation, par exemple : « Être parents ici et aujourd'hui, c'est difficile, pourquoi ? » ; des métaphores visuelles permettent également d'incarner le développement d'un enfant. La deuxième partie propose une série d'activités axées sur l'acquisition des compétences précoces et les apprentissages fondamentaux. On y trouve par exemple des photos d'animaux qui encouragent l'enfant à imiter leur langage, de quoi stimuler tant l'entrée dans le langage que la relation entre parent et enfant. Chaque proposition comprend une explication accessible qui permet au parent de comprendre en quoi cette activité soutient le développement de son enfant. Cet alliage entre le « faire-ensemble » et le « penser-ensemble » est une originalité du KAP : les propositions font ainsi sens, ce qui favorise leur appropriation. La troisième partie propose des activités de loisirs ou culturelles gratuites à Genève, que ce soit dans les ludothèques ou les musées, ou simplement dans les parcs, afin d'améliorer l'accès et la compréhension de ces offres et encourager les parents au lien social et à investir l'espace public.

Des activités faciles à pratiquer

A l'opposé des outils high tech susceptibles de créer des addictions délétères chez les enfants en bas âge, les activités proposées par le KAP sont praticables avec du matériel ordinaire, des ciseaux, des pailles, des récipients de cuisine ou des dessins. « Les activités du KAP ont été pensées pour être simples et accessibles », relève Delphine Coulon. Professeure à la HEdS, elle dirige la recherche-action sur le KAP qui rassemble des spécialistes de plusieurs disciplines dans le domaine de l'éducation, du social et de la santé afin de tester l'outil dans leur pratique professionnelle. Les familles qui ont participé à l'étude appartenaient à divers milieux sociaux. « Nous avons considéré la parentalité comme une vulnérabilité universelle ordinaire avec parfois une double vulnérabilité selon les contextes » précise la chercheuse. Dans ses premiers résultats, l'étude montre que le KAP est utilisable dans beaucoup de domaines de pratique et que des familles très diverses sont susceptibles d'en bénéficier.

Co-construit avec les parents et les spécialistes sur la base des retours de la recherche-action, l'outil KAP, pour la partie activités, a vocation à être utilisé à domicile par les familles dans le but de mobiliser, soutenir le pouvoir d'agir des parents et offrir des alternatives concrètes à l'exposition précoce aux écrans. Ses contenus permettent de transformer le quotidien familial, terreau des interactions précoces, en y insérant des activités, des rituels, des savoir-faire. Le KAP doit cependant être expérimenté dans un premier temps avec un accompagnement et requiert une préparation pour les professionnels qui l'utilisent : « Pour intervenir avec le KAP, la formation réflexive sur l'approche du soutien à la parentalité en amont est jugée nécessaire par les participantes et participants » dit Delphine Coulon. Il ne semble pas suffisant de transmettre le classeur en l'état. Avant de pouvoir l'utiliser avec une famille, il est nécessaire de se l'approprier ». Aussi accessible soit-il, le KAP a besoin qu'on comprenne bien le sens d'un accompagnement valorisant les compétences parentales : « Les parents qui ont participé à la recherche étaient tous très compétents. Ils ont contribué à la richesse des questionnements sur la pratique » précise Delphine Coulon. « Ils ont participé à explorer l'intérêt de cet outil, à donner des pistes, mais également à réfléchir sur les besoins des familles et à la manière d'intervenir ». C'est donc avant tout dans un esprit de participation collective et de renforcement des compétences de chacun et chacune que le KAP diffuse le mieux tous ses bienfaits.

Le mot de Thierry Apothéloz

Conseiller d'Etat

La parentalité est un enjeu crucial, qui mérite d'être au cœur de nos politiques publiques. Dans le canton de Genève, nous avons la chance de bénéficier d'un maillage dense et riche autour des familles, avec un réseau diversifié d'équipes professionnelles très engagées.

Les articles qui précèdent offrent un aperçu de la panoplie d'outils d'accompagnement qui ont été développés et testés au fil des ans. Certains d'entre eux ont démontré leur efficacité et forment, aujourd'hui, un ensemble de bonnes pratiques, un début de référentiel commun sur lequel nous devons nous appuyer.

Pour accompagner toutes les familles qui en ont besoin dans le canton de Genève, il est désormais temps de passer à une échelle d'action plus large. Pour ce faire, il est nécessaire que l'ensemble des partenaires dans les domaines du social, de l'éducation et de la santé alimente ce référentiel commun et se l'approprie. Cela implique de renforcer le travail en réseau, la coordination et la structuration de nos efforts. A l'échelon cantonal, nous mettons tout en œuvre pour fédérer ces forces, instaurer une véritable cohérence dans nos actions et les inscrire dans notre politique publique.

Ensemble, nous pouvons offrir un accompagnement solide et adapté à chaque famille genevoise qui en a besoin. Cette démarche collective (associations, communes et canton) est essentielle pour faire de Genève un lieu où la parentalité est soutenue et valorisée.

« Cette formation vous permettra de trouver un emploi »

Deux fois par semaine au Centre de bilan Genève (CEBIG), des personnes réfugiées mettent en discussion leur projet d'avenir professionnel. Récit d'un après-midi durant lequel trois personnes espèrent obtenir le soutien d'un panel d'institutions genevoises.

En ce début d'après-midi, dans la salle de réunion n° 2 du CEBIG, le beau temps éclaire les murs d'une douce lumière d'été. Comme tous les mardis, un groupe de personnes expertes se prépare à évaluer des projets professionnels élaborés par des personnes réfugiées. Le panel interinstitutionnel réuni autour de la table est impressionnant : il comprend l'Hospice général (HG), l'Office cantonal de l'emploi (OCE), l'Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue (OFPC), le programme Horizon académique (UNIGE), le Secrétariat d'Etat aux migrations de la Confédération (SEM) et le bureau de l'intégration et de la citoyenneté (BIC). Durant plus d'une heure, accompagné par la conseillère du CEBIG qui suit chaque dossier, le groupe va recevoir les candidats et candidates en entretien. Le moment est crucial : lorsque la piste professionnelle qu'elle propose est validée, la personne réfugiée reçoit un soutien individualisé pour la réaliser. Mais un dossier peut aussi se voir modifié ou recalé.

Dans une dizaine de minutes, la première candidate va entrer. Il y a trois ans, Leyla¹ a quitté la Turquie pour se réfugier à Genève où elle vit avec mari et enfants. Délégué à l'intégration du canton de Genève, Nicolas Roguet précise que les trois personnes auditionnées ce jour ont quitté leur pays suite à une situation politique devenue menaçante. Et comme beaucoup de leurs compatriotes, elles ont suivi des études universitaires et travaillaient à des postes à responsabilité. En arrivant en Suisse, elles ont perdu leur statut. Octroyées dans le cadre de l'Agenda Intégration Suisse (AIS, voir encadré p. 2), les aides à l'intégration leur permettent de concevoir un projet professionnel en Suisse, mais le plus souvent, elles doivent « faire le deuil de leur vie d'avant ».

¹ Pour des raisons de confidentialité, les noms des personnes candidates ont été changés.

La personne réfugiée peut recevoir un soutien individualisé pour réaliser son projet.

Un dossier prometteur

Avant de faire entrer Leyla, le groupe échange quelques minutes sur son dossier. Avec l'aide d'une conseillère du CEBIG, la candidate a rédigé un projet qui décrit le parcours qu'elle envisage à Genève dans le monde du travail. Tout le monde s'accorde sur le fait que son profil est très prometteur : avant de quitter son pays, Leyla a travaillé dans la finance pendant plusieurs années ; elle maîtrise l'anglais, un peu de portugais aussi. Dans son dossier, elle exprime le désir de suivre une formation d'aide-comptable. La représentante de l'OCE signale que « la gestion des salaires est très demandée sur le marché de l'emploi ». Leyla propose donc une piste très valable. Il y a tout de même un problème avec son niveau de français. Certaines filières professionnelles exigent que les personnes migrantes atteignent le niveau B2 avant d'aborder le monde du travail. Le travail d'aide-comptable demande par ailleurs de s'exprimer de façon aisée. Leyla suit régulièrement des cours de conversation à la Croix-Rouge, mais sans doute qu'elle ne pratique pas suffisamment son français.

Le problème de la langue reviendra régulièrement durant l'après-midi. Le fait est que, dans la plupart des métiers, une maîtrise du français insuffisante peut compromettre l'insertion professionnelle. C'est la raison pour laquelle un puissant dispositif de soutien à l'apprentissage de la langue existe à Genève (voir p. 10). Pratiquer le français en plus des cours n'est cependant pas simple. Heureusement, dans le cas de Leyla, sa situation n'a rien de rédhibitoire : son degré d'expression est proche du niveau requis. Le groupe s'accorde aussi sur l'idée qu'il ne faut pas « couper son élan ». Depuis qu'elle est arrivée en Suisse, Leyla s'est montrée très volontaire et désireuse de ne plus dépendre de l'aide sociale. La formation qu'elle envisage est très poussée : il lui faudra apprendre les normes fiscales genevoises, se familiariser avec de nouveaux logiciels... Mais Leyla semble en avoir les capacités. On peut la soutenir dans la voie qu'elle a choisie.

Nul doute qu'en s'installant dans la salle devant les huit personnes qui incarnent des institutions de poids, Leyla s'est sentie intimidée. Heureusement, ses doutes ont été rapidement levés : « Tout le monde est d'accord pour dire que vous proposez une bonne piste » dit d'emblée Nicolas Roguet. « Cette formation vous permettra de trouver un emploi en Suisse » résume le groupe. La conseillère du CEBIG précise à Leyla qu'il lui sera néanmoins nécessaire de reprendre l'apprentissage du français : « Vous avez progressé très vite » relève la représentante du programme Horizon académique, « mais il semble que votre niveau n'est pas encore suffisant ». Leyla approuve : « J'aimerais travailler quelque part pour pratiquer ». Le groupe lui propose de chercher un stage auprès de la Croix-Rouge en parallèle de ses cours de comptabilité.

« LES PERSONNES ISSUES DE L'ASILE DOIVENT S'INTÉGRER DANS LE MONDE DU TRAVAIL. C'EST CE QUE DIT LA CONFÉDÉRATION. »

À GENÈVE, LES INSTITUTIONS PUBLIQUES SE RÉUNISSENT CHAQUE SEMAINE ET METTENT EN PLACE, AVEC LES PERSONNES CONCERNÉES, LE PROJET PROFESSIONNEL LE PLUS ADÉQUAT.

AUJOURD'HUI, LES INSTITUTIONS REÇOIVENT TROIS PERSONNES ORIGINAIRES DE TURQUIE.

POUR PRATIQUER CE MÉTIER, IL VOUS FAUT SUIVRE UNE FORMATION.

LE BUT EST QUE VOUS SOYEZ ÉPANOUÏE PAR RAPPORT À VOTRE CHOIX.

JE COMPRENDS, MAIS JE NE VEUX PLUS FAIRE D'ÉTUDES, JE VEUX TRAVAILLER...

VOTRE PROJET DE FORMATION EST EXIGEANT, ÇA REPRÉSENTE UN GRAND DÉFI.

POUR Y ACCÉDER, VOUS DEVEZ ENCORE PRATIQUER LA LANGUE, MAIS VOUS ÊTES SUR LA BONNE VOIE!

IL FAUT ÊTRE RÉALISTE

ON ARRIVE GENTIMENT AU BOUT DES POSSIBILITÉS.

PARFOIS, ELLES REPARTENT DE ZÉRO ET DOIVENT FAIRE LE DEUIL DU MÉTIER D'AVANT POUR SE LANCER DANS UNE NOUVELLE AVENTURE PROFESSIONNELLE.

AYANT LES MÊMES ORIGINES, JE ME SUIS VUE À LEUR PLACE ET JE LEUR PORTE UN PROFOND RESPECT.

Dans la plupart des métiers, une maîtrise du français insuffisante peut compromettre l'insertion professionnelle.

La complexité du système de formation

Préparés durant un séminaire de trois semaines animé par le CEBIG, les dossiers des personnes candidates doivent formuler trois pistes différentes pour leur avenir professionnel. Si la première paraît trop difficile à réaliser, la deuxième peut offrir une alternative. Mais encore faut-il que les personnes envisagent autre chose que leur métier d'avant. Le groupe se rappelle ce professeur d'économie de 59 ans qui espérait enseigner à l'Université de Genève. C'était le seul projet qu'il pouvait envisager. Mais le milieu académique genevois, qui recrute sur concours, est très compétitif. Il faut avoir publié des articles récemment et bien maîtriser l'anglais. Ce n'était pas son cas, sans compter un niveau de français insuffisant. Il lui a fallu abandonner son projet.

Détentriche d'une licence en enseignement primaire, la deuxième candidate de l'après-midi est une jeune femme de 28 ans. Meryem aimerait travailler dans le monde socio-éducatif, par exemple dans une crèche. Sa deuxième piste consiste en une formation de pâtissière. Cette dernière option paraît cependant irréaliste. L'entretien devra donc se focaliser sur le premier projet.

Avant de l'accueillir, le groupe discute de la possibilité pour Meryem de suivre un préapprentissage d'intégration (PAI) dans le domaine de la petite enfance. Mis en place par la Confédération, ce programme consiste en une année de mise à niveau des compétences. On évoque aussi l'idée qu'elle postule au sein du Groupe intercommunal pour l'animation parascolaire (GIAP), qui a un gros besoin de personnel à Genève. Meryem pourrait à la fois suivre un apprentissage et commencer à percevoir un revenu. Une troisième piste est évoquée, celle de suivre l'ESSEDE, l'École supérieure en éducation à la petite enfance. Puisque Meryem est déjà diplômée, ce serait plus adapté qu'un apprentissage. L'une des expertes relève qu'il faut encore « muscler » son niveau de français. Mais apparemment, Meryem progresse vite. Le dispositif d'intégration de l'AIS met à disposition une somme de 18'000 francs pour financer l'ensemble des mesures d'intégration d'une personne réfugiée (permis B et F réfugié) ou admise provisoirement (permis F). Jusqu'à présent, les mesures dont Meryem a bénéficié se montent à 3'000 francs.

Au bout d'une discussion nourrie, le collège de personnes expertes parvient à dessiner un parcours professionnel qui paraît adapté. Mais lorsque Meryem se trouve devant le groupe, la complexité du système de formation suisse perturbe l'entretien. La jeune femme s'entend proposer une période de préparation qui passerait par le GIAP et l'amélioration de son français, puis par une validation des acquis pour aboutir à une formation en école supérieure. Elle a cependant du mal à comprendre pourquoi on lui déconseille de se lancer dans un apprentissage, qui lui permettrait d'obtenir un CFC : « *J'aimerais faire un métier maintenant* » dit-elle pour affirmer sa volonté d'autonomie. Elle ne saisit pas qu'un CFC demande aussi du temps, qu'elle en sortira avec un diplôme moins élevé que sa licence et que ses revenus seront plus bas qu'avec un diplôme d'école supérieure : « *Désolé, le système suisse est très compliqué* » finit par admettre le groupe.

Un projet de formation irréaliste

Après avoir reçu de nouveaux éclaircissements sur les parcours de formation possibles, Meryem finira par accepter l'idée de suivre des stages, après quoi elle pourra se décider de façon éclairée sur son projet professionnel ; bien que complexe à résoudre, sa situation laisse donc encore des portes ouvertes. Mais pour le troisième candidat, la conclusion de l'entretien se révélera plus douloureuse. Mehmet est un homme de 40 ans. En Turquie, il a obtenu un master en mathématiques avant d'enseigner quelques années. Malgré de nombreux cours, son niveau de français est loin d'être suffisant pour enseigner cette matière en Suisse. Il lui faudrait par ailleurs suivre une formation en pédagogie. Dans son dossier, Mehmet exprime le souhait de suivre un bachelor en informatique, mais le groupe des institutions se montre unanime : son projet n'est pas réaliste. A son âge, il est trop tard pour envisager une reconversion dans un domaine aussi complexe et dont la formation coûte cher.

Dès le début de l'entretien, Mehmet s'entend clairement dire que le groupe ne peut pas valider son projet : « *Vous ne pourriez pas entrer sur le marché du travail avant 46 ans* » dit la représentante de l'Hospice général au nom du collège. Quant à sa deuxième piste, l'alternative de Mehmet consiste en une formation d'assistant social. Mais il n'a aucune formation dans ce domaine. Il lui faudrait donc aussi se lancer dans un cursus long. S'il veut travailler à Genève, il doit donc reformuler son projet. Comme Meryem avant lui, Mehmet mettra un peu de temps à accepter les conclusions du groupe. Après avoir écouté attentivement, il réitère sa volonté de suivre des cours en informatique. « *Vous en avez tout à fait le droit* », lui répondent ses interlocutrices, « *mais nous n'allons pas financer ces cours. Nous ne prendrons pas en charge des études que vous devriez recommencer à zéro* ».

Mais comment aider ce père de famille, volontaire et désireux de trouver un travail qui lui correspond, à reprendre pied dans une vie professionnelle ? Que son dossier soit aujourd'hui refusé ne veut pas dire qu'il ne peut pas revenir avec d'autres propositions. Il faut cependant qu'il trouve une idée réaliste. Après s'être assuré que Mehmet a bien compris ces arguments, le groupe des institutions ne se contente pas de le renvoyer à sa copie. On l'encourage à faire les efforts nécessaires pour améliorer son français, puis on lui propose de suivre le programme « Parcours » de l'OSEO, l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière. Ce dispositif permet de se frotter à la réalité des métiers locaux pendant trois mois. Le niveau de langue exigé est plus accessible. « *Après cette période, on refait le bilan et on discute de votre nouveau projet. Est-ce que ça vous va ?* » Mehmet acquiesce. Il sort de la salle visiblement frustré, mais sans doute a-t-il maintenant une idée plus claire de ce qui est possible pour lui à Genève et en Suisse, dans une société dont il faut comprendre les nombreux rouages avant de pouvoir y tracer son chemin.

Le mot de Thierry Apothéoz Conseiller d'Etat

J'ai récemment eu l'opportunité d'assister à une matinée de bilans de restitution et plusieurs points m'ont marqué. D'abord, la forte motivation des personnes relevant de l'asile à trouver rapidement un emploi, si possible dans le domaine qu'elles ont dû laisser derrière elles en partant en exil. Ensuite, la grande qualité du travail préparatoire réalisé par les conseillères du CEBIG. Ces dernières décortiquent les parcours de vie avec les bénéficiaires et les assistent étroitement afin de poser trois pistes professionnelles. Grâce à cela, une décision d'orientation professionnelle est prise quasi systématiquement. Le projet retenu est réaliste et porté par la personne concernée, ce qui renforce grandement ses chances d'aboutir à une insertion professionnelle durable.

Enfin, je tiens aussi à souligner l'exemplarité du travail mené par et entre les différents organismes. Cet accompagnement individualisé et interinstitutionnel fait du bien aux bénéficiaires, mais aussi aux institutions publiques œuvrant dans le domaine du social : une communication étroite et régulière limite les doublons, malentendus, incohérences et autres écueils. Je souhaite voir cette pratique étendue au-delà du domaine de l'asile !



Apprendre le français en se déplaçant en ville. Ici, un groupe écoute l'animatrice de la Roseraie pendant la traversée de la rade, dans une Mouette © Vincent Albert



A la bibliothèque municipale, les livres tapissent les murs du cours de français donné par l'Université Ouvrière de Genève (UOG) © Vincent Albert



Les groupes de conversation de l'association « On va parler ensemble » visitent le Bioparc Genève © Samantha Keller



Cours d'alphabétisation au centre de l'association Camarada, à la Servette © Vincent Albert

Le français s'apprend partout



Il fait bon pratiquer le français à l'ombre des arbres avec l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO - Genève) dans le cadre de « français en été » © Vincent Albert

Contrairement aux idées reçues, apprendre le français n'est pas toujours synonyme de salle de classe, pupitre et tableau blanc. Dans le canton de Genève, les centres de formation soutenus par le bureau de l'intégration et de la citoyenneté (BIO) enseignent en salle, mais aussi dans la rue, dans des institutions culturelles ou dans des lieux insolites. Immerger les apprenantes et apprenants dans ces environnements leur permet de pratiquer le français en lien avec le quotidien et de découvrir de nouvelles facettes de leur lieu de vie.

L'apprentissage du français, tout un langage

Alphabétisation (de l'adulte)

Peu ou pas scolarisées avant leur arrivée en Suisse, certaines personnes immigrées ne savent ni lire ni écrire. Il est cependant indispensable, si elles veulent s'intégrer, qu'elles maîtrisent le français écrit afin de pouvoir :

- Être autonomes au quotidien (parentalité, démarches administratives, etc.);
- Accéder à l'emploi;
- Faire des études ou suivre une formation professionnelle.

Dans le canton de Genève, les cours d'alphabétisation sont donnés en français, par exemple au centre de formation de l'association Camarada (voir photo page précédente). Les personnes apprenantes doivent donc se familiariser avec le français oral de base avant ou en même temps qu'elles apprennent l'alphabet latin et la langue écrite. Une fois les compétences de base à l'écrit acquises, les personnes peuvent rejoindre un cursus régulier de FLE ou de FLI.

DELF et DALF

Comme le Diplôme approfondi en langue française (DALF), le Diplôme d'études en langue française (DELF), délivré par le Ministère français de l'Éducation nationale, permet d'attester le niveau de français atteint par la personne, à l'aide d'un examen. Il existe un diplôme par niveau **CECR**, donc six en tout. Comme le certificat **fide**, les certifications DELF et DALF sont reconnues pour les procédures de la **LEI** et de la Loi sur la nationalité suisse (LN).

Été

En 2015, afin de pallier la fermeture des structures associatives durant l'été, le BIC a proposé de mettre en place des cours de français de niveaux débutant et élémentaire durant les vacances scolaires dans plusieurs parcs du canton. Cette offre est gratuite et ouverte à toute personne allophone qui souhaite pratiquer le français oral. Les inscriptions se font sur place et les enfants sont pris en charge par une équipe éducative. Les cours sont donnés par des organismes de formation associatifs, comme l'OSEO Genève (voir photo page précédente). Ils transmettent aux participantes et participants des **compétences linguistiques** dans les domaines de la vie quotidienne.

Bon de formation

Non encore éligibles au Chèque de formation, les personnes primo-arrivantes forment un public-cible prioritaire du bureau de l'intégration et de la citoyenneté (BIC). Développé par ce dernier avec ses partenaires étatiques et communaux, le Bon de formation leur est destiné. Il permet aux personnes résidant dans l'une des six communes partenaires de suivre un cours de français durant la première année qui suit leur installation dans le canton de Genève.

Les objectifs du Bon de formation :

- Encourager une entrée rapide dans l'apprentissage du français, notamment pour les personnes concernées par les exigences de la Loi sur les étrangers et l'intégration (LEI);
- Informer sur les offres disponibles (par exemple le Chèque annuel de formation);
- Favoriser le lien entre les communes et les personnes nouvellement arrivées.

FLE, FLI, FLS, FOS, FOU...

Selon l'objectif (voyager, lire, travailler, etc.), l'apprentissage du français se décline différemment. Depuis quelques années, de nouveaux acronymes désignent diverses approches didactiques. Selon les cas, elles donnent la priorité à l'expression correcte, à la grammaire ou à l'acquisition d'un vocabulaire spécifique.

- FLE - Français langue étrangère : la langue française telle qu'elle est enseignée aux personnes non francophones dont l'objectif est de communiquer, quelle qu'en soit la finalité;
- FLI - Français langue d'intégration : apprentissage en immersion en vue d'une intégration sociale et/ou professionnelle. L'enseignement du FLI se concentre sur les questions pratiques et quotidiennes : chercher un emploi, accompagner ses enfants à l'école, participer à la vie citoyenne, etc.;
- FLS - Français langue seconde : proche du FLI, l'apprentissage du FLS se focalise sur le quotidien;
- FOS - Français sur objectifs spécifiques : sert à acquérir des compétences très ciblées, par exemple pour les médecins ou les juristes. L'émergence de cours FOS a donné naissance à d'autres filières : le FOU (français sur objectifs universitaires) et le FLP (français langue professionnelle).

Jeunes adultes

Lorsqu'elles sont arrivées en Suisse en cours d'adolescence ou au début de leur vie d'adulte, certaines personnes migrantes n'ont pas pu apprendre le français dans un cadre scolaire, ou pendant trop peu de temps. Elles n'ont par ailleurs pas de formation professionnelle achevée ou reconnue en Suisse. Ces jeunes représentent un public-cible prioritaire pour l'apprentissage de la langue. L'objectif principal de leur intégration étant la formation professionnelle, la maîtrise du français est indispensable. Elles et ils bénéficient de passerelles, notamment le Préapprentissage d'intégration (PAI), qui leur permet de se familiariser avec le monde du travail suisse et de renforcer les compétences de base.

Obstacles

Le BIC a pour mission de soutenir les personnes immigrées allophones qui rencontrent divers obstacles dans leur apprentissage du français, tels que :

- Manque de ressources financières ;
- Disponibilité limitée (famille, travail sur appel, situation de vie instable, etc.) ;
- Besoin d'une approche spécifique, par exemple en raison d'un bagage scolaire insuffisant ;
- Non-accès à l'information sur les offres de cours ou sur les exigences linguistiques.

Système fide

Acronyme de « Français, Italiano, Deutsch », fide désigne le programme fédéral pour la promotion de l'intégration linguistique. Il a pour but d'améliorer les conditions-cadres dans lesquelles les personnes allophones apprennent la langue locale ; fide met également à disposition des outils qui améliorent la qualité des cours de langue seconde. Disponibles dans les langues nationales, ces outils consistent en :

- Une approche didactique basée sur le rapport au quotidien et orientée vers l'action et les besoins ;
- Le label fide qui distingue les cours de langue « seconde » ou FLI pour le français ;
- Le certificat de « Formateur/trice en langue dans le domaine de l'intégration », qui s'acquiert en fréquentant des modules de formation ;
- Un test de langue reconnu pour les demandes de permis de séjour et d'établissement, ainsi que pour la naturalisation.

L'apprentissage du français, un pilier de l'intégration

Moteur de recherche

Mis à disposition par le BIC, le portail Français & intégration est un répertoire en ligne des cours proposés par des organismes à but non lucratif à Genève. Accessible en six langues, il dispose d'un moteur de recherche qui permet aux personnes immigrées de trouver des cours de français et d'alphabétisation à des tarifs avantageux, adaptés à leurs besoins et à leurs disponibilités, proches aussi de leur lieu de résidence.

eduQua

EduQua est le label de qualité suisse pour les prestataires de la formation continue. S'ils veulent obtenir un soutien financier du BIC, les organismes de formation doivent être labellisés eduQua ou fide. Font exception les formations dispensées par de petites associations ou répondant à des besoins très spécifiques.

Le mot de Thierry Apothéloz Conseiller d'Etat

La promotion de l'apprentissage de la langue est un pilier central de la politique d'intégration du canton. Le département de la cohésion sociale (DCS), par l'entremise du BIC, pilote un dispositif très complet de cours de français, qui permet, chaque année, à plus de 4000 personnes de suivre une formation.

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur les étrangers et l'intégration (LEI) en 2019, la nécessité d'un tel dispositif s'est encore accrue. Chaque année, plusieurs milliers de personnes étrangères doivent désormais passer un examen de français pour obtenir leur permis de séjour, le renouveler, ou se naturaliser. Les nouvelles exigences ne sont pas toujours connues, et les délais sont courts. Les conséquences d'un non-renouvellement de permis peuvent être dramatiques, en particulier pour les personnes qui se trouvent déjà dans une situation précaire.

Je mets donc un point d'honneur à atteindre les personnes concernées, les informer des exigences de la LEI et garantir une offre suffisante en cours de français sur le territoire genevois. Dans cette optique, le BIC a lancé le « Bon de formation » et les cours « Français en été », en partenariat avec plusieurs communes et associations de la société civile. Nous devons poursuivre ces efforts car c'est seulement ainsi que nous renforcerons l'égalité des chances dans l'accès à la formation, et dans l'accès à la citoyenneté.

Entre urgence et intégration

Originaires de l'Est ukrainien, Nadiia Olarean et Luba Bondarenko ont fondé *Ukraine reborn* pour offrir du soutien aux personnes qui fuient l'invasion russe, dont une majorité de femmes avec enfants. Rencontre avec deux visionnaires qui mènent désormais leur association avec l'objectif d'une intégration à long terme.

« Quand on a lancé l'association, j'étais enceinte et Luba avait un enfant de 4 ans ». Assises dans un petit local qui tient lieu de bureau et d'espace de jeux, Nadiia Olarean et Luba Bondarenko illustrent d'emblée l'urgence qu'elles ont ressentie fin février 2022. La Russie venait d'entrer en Ukraine avec sa colonne de chars dirigée vers Kiev. Installées en Suisse et amies depuis près de 15 ans, les deux femmes fondent *Ukraine reborn* une semaine après le début de la guerre et commencent par organiser l'envoi de dons vers leur pays d'origine. Mais rapidement, elles comprennent que leur association va trouver une mission supplémentaire : « Dès que la guerre a commencé, l'Ukraine a reçu beaucoup d'aide humanitaire de la Suisse, mais l'afflux de personnes réfugiées était très important. En Suisse romande, peu de gens pouvaient s'en occuper de façon structurée » se rappelle Nadiia. Une tâche s'impose alors : offrir « un sol sous leurs pieds » aux personnes qui arrivent, parmi lesquelles se trouvent une grande majorité de femmes avec enfants.

Une bonne connaissance du terrain romand

« La première chose que nous avons faite a été de mettre les enfants en sécurité », dit Luba. Avec l'aide de la *Geneva Branch of Ukrainian Society of Switzerland* et de la Maison Kultura, faïtière genevoise qui regroupe les associations dans le domaine de la migration et de l'intégration, la nouvelle association trouve rapidement des locaux et installe ses activités à la rue de Montbrillant, à quelques pas de la gare Cornavin. Destinés aux requérantes et requérants d'asile (principalement les femmes et leurs enfants), les espaces sont modestes, mais il y a de quoi aménager une bibliothèque, une salle de réunion et des espaces de cours et de jeux. La configuration des lieux permet notamment d'occuper les enfants pendant que leurs mères reçoivent un soutien. L'association leur offre de l'information utile, mais aussi une oreille pour partager leurs inquiétudes. « Nous proposons aussi des choses plus légères » précise Nadiia. Les femmes plus âgées peuvent par exemple se réunir pour tricoter. Mais là aussi, l'essentiel est dans le réconfort et « le sentiment de communauté » que cette activité génère.

« Dès que la guerre a commencé, l'afflux de personnes réfugiées était très important. En Suisse romande, peu de gens pouvaient s'en occuper de façon structurée. »

L'Europe compte aujourd'hui 4,5 millions de personnes exilées d'Ukraine et 3,5 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays. En Suisse, avant l'invasion, on comptait environ 7500 personnes de nationalité ukrainienne, dont 936 à Genève. Aujourd'hui, les frontières helvétiques en abritent 66 230, dont environ 4000 dans le canton de Genève. On oublie cependant que le conflit entre l'Ukraine et la Russie n'a pas commencé le 24 février 2022 : « La guerre a commencé il y a dix ans » rappellent les deux femmes. En 2014, après avoir annexé la Crimée, Poutine a installé un véritable conflit armé dans l'Est du pays. Nadiia et Luba en savent quelque chose : la première vient précisément de la région de Donetsk, située au beau milieu du Donbass actuellement occupé par les Russes, tandis que les parents de Luba vivaient à Kramatorsk, à 20 kilomètres du front. Cette dernière arrive à Genève en 2012, où elle travaillera pour une entreprise multinationale, puis comme consultante indépendante en gestion de marque et stratégie numérique dans la région de Lausanne. Nadiia s'exile en 2015 pour fuir la Russie où elle travaillait. A Genève, elle aussi travaille pour une entreprise multinationale, puis fait un détour professionnel par les Pays-Bas avant de revenir au bord du Léman, où elle passe un master en gouvernance européenne et internationale et commence à travailler pour une organisation internationale. Lorsque commence ce que l'une et l'autre appellent maintenant « la grande guerre », Luba et Nadiia connaissent donc bien le terrain romand. Elles sont aussi toutes deux indépendantes et peuvent se lancer dans une activité associative qui requiert beaucoup de bénévolat.



Apprendre à chercher du travail

Sur son site internet, *Ukraine reborn* affiche aujourd'hui le soutien d'une quinzaine de partenaires. On y trouve, entre autres, le Ministère de l'Education et des Sciences de l'Ukraine, l'Hospice général, la Ville de Versoix et le bureau de l'intégration et de la citoyenneté (BIC), mais aussi l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM) et le Bureau de l'intégration du canton de Vaud. Pourquoi une telle présence vaudoise ? Parce qu'après avoir commencé à Genève et Versoix, commune de résidence de Nadiia, les deux femmes ont développé deux antennes à Montreux et Lausanne. L'association offre désormais, d'un bout à l'autre de l'arc lémanique, un large éventail d'activités : cours de langue, cours de développement pour les enfants, activités d'intégration et de socialisation pour les adultes, cours de yoga, clubs de conversation et activités artistiques, ou cours de danse pour enfants ou adultes. A cette palette se sont ajoutés, en 2023, des camps d'été pour les enfants.

En automne 2024, le secrétariat d'*Ukraine reborn* compte 26 personnes salariées à temps partiel. Leur travail est secondé par plus de 70 bénévoles et chaque mois, au moins 1400 personnes participent aux activités dans les six « Centres d'éducation et d'intégration ». Le dernier mot de cette appellation est aussi important que le précédent : la grande invasion russe en Ukraine date de bientôt trois ans. La guerre va sans doute durer. D'abord soucieuses de parer au plus pressé, les deux femmes insistent maintenant sur leur mission d'intégration : « Au début, nous aidions les mères à comprendre le système genevois de la petite enfance. Aujourd'hui, nous leur apprenons à chercher du travail ».

Une part de l'identité helvétique

En 2023, *Ukraine reborn* a lancé un programme de mentorat et d'empowerment pour les femmes. En plus d'un soutien psychologique et juridique, ses sessions offrent une aide à la recherche d'emploi. On y enseigne aussi bien la rédaction d'un CV que deux ou trois règles locales en matière de présentation : « En Ukraine, les femmes s'habillent tous les jours de façon très expressive. Elles mettent des talons hauts, un maquillage coloré, un décolleté plongeant... raconte Nadiia. Mais en Suisse, on ne peut pas se présenter de cette façon pour un entretien d'embauche ». Le nouvel enjeu est donc là : les populations suisses et ukrainiennes doivent maintenant comprendre comment vivre ensemble. « Dans notre culture, les gens sont très directs, ils n'hésitent pas à s'imposer. Ils entrent aussi facilement dans la sphère privée. C'est important qu'on en discute » souligne Luba. « La question est de savoir quelle société nous voulons pour demain » concluent les deux femmes. Il est vrai qu'aujourd'hui, les Ukrainiens et Ukrainiennes qui habitent en Suisse représentent près de 1 % de la population. Autrement dit, ils et elles constituent désormais une petite part de l'identité helvétique.